



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 30 mai 2024

Le solde courant mexicain enregistrerait un déficit de 2,7 % du PIB au T1 2024, selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico).

LE CHIFFRE A RETENIR

2,7 %

Déficit du compte courant
au T1 2024

Après trois trimestres consécutifs d'excédent courant, le déficit enregistré au T1 2024 serait dû à la force du peso mexicain, notamment lié à la hausse des transferts de fonds ('remesas') et à la baisse du dollar.

Banxico souligne en outre la reprise des investissements de portefeuille, atteignant 9 M USD au T1 2024, soit la meilleure performance depuis 2016. Elle s'expliquerait par l'effet de *carry trade*, pratique selon laquelle les investisseurs se financent à un taux d'intérêt faible puis investissent les bénéfices dans une autre devise offrant des taux plus élevés, à l'instar du différentiel de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et le Mexique.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La banque centrale du Mexique (Banxico) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB à 2,4 % g.a. pour 2024, soit 0,4 pp de moins que lors de sa précédente estimation. Si l'augmentation des dépenses publiques devrait stimuler la consommation privée et l'investissement, son effet global sur reste incertain. Banxico identifierait plusieurs risques pour la croissance du PIB mexicain, dont : (i) une croissance étatsunienne plus faible que prévue ; (ii) la persistance ou l'intensification des conflits géopolitiques mondiaux ; et (iii) des épisodes de volatilité sur les marchés financiers. Par ailleurs, la prévision de croissance du PIB pour 2025 resterait inchangée à 1,5 %, en raison d'un retour à l'orthodoxie budgétaire en année post-électorale, ainsi qu'au ralentissement de la croissance économique étatsunienne.

Le taux de chômage mexicain se serait établi à 2,5 % au T1 2024, son taux le plus bas depuis 2005, selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Sur la période, 97 000 personnes seraient sorties du chômage en comparaison avec le T4 2023, majoritairement en faveur du secteur des services. La population inactive, les personnes âgées de 15 ans ou plus ni en emploi ni en chômage, s'établirait à 40,5 M de personnes, dont 72 % seraient des femmes, reflet des difficultés qu'elles rencontrent pour entrer sur le marché du travail.

En avril 2024, les exportations mexicaines auraient augmenté de 11,4 % g.a. après une baisse de 5,5 % le mois précédent, tandis que les importations auraient progressé de 15,4 % g.a. après une contraction de 7 % en mars 2024. Les exportations manufacturières auraient augmenté de 13 % g.a. en avril 2024, encouragée notamment par les exportations automobiles (+ 28 % g.a.). Du côté des importations, les biens de consommation non pétroliers auraient été les plus dynamiques (+49 %), comprenant entre autres les biens intermédiaires (+14 %) et les biens d'équipement (+32,5 %). Au total, la balance commerciale mexicaine aurait enregistré un déficit de 3,7 Mds USD en avril 2024, après un excédent de 990 M en mars 2024.

La production de pétrole brut par *Petroleos Mexicanos* (Pemex) aurait diminué de 6,6 % g.a. en avril 2024. De fait, l'entreprise aurait produit 1,5 M de barils par jour, son niveau le plus faible jamais enregistré. Ce ralentissement pourrait notamment être due à l'incendie d'une plateforme située dans le Campeche début avril. En outre, les exportations de pétrole brut auraient diminué de 31 % g.a. en avril 2024, contractant ainsi les revenus pétroliers de 21,5 % g.a. ce même mois.

Finances publiques

Le paiement d'intérêts représenterait 4,5 Mds USD au T1 2024, soit le chiffre le plus élevé depuis le début du mandat du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). Selon l'Institut de Finance Internationale (IIF), les paiements d'intérêt constitueraient l'une des principales sources de risque pour la stabilité financière des marchés émergents, notamment en raison de la persistance des taux d'intérêt élevés à l'échelle mondiale et en particulier aux Etats-Unis. Or, le Mexique serait l'un des 3 pays de la région Amérique Latine et Caraïbes payant le plus d'intérêt sur sa dette selon l'OCDE (5 % de son PIB contre une moyenne régionale à 3,9 % du PIB), juste après la Jamaïque (5,5 %) et le Brésil (5,2 %). Ainsi, l'agence de notation *Moody's* considérerait que cela affaiblirait la position budgétaire du pays.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 30/05/2024
Bourse (IPC)	-2,19%	+6,23%	55 194,68 points
Change MXN/USD	1,92%	-4,13%	16,98
Change MXN/EUR	1,72%	-2,98%	18,34
Prix du baril mexicain	0,56%	+15,19%	75,25

Amérique centrale

Entre janvier et mars 2024, les transactions d'énergie dans la région auraient chuté de 23 % g.a. en raison de la sécheresse. En 2023, le marché régional de l'électricité (MER) (qui inclut également le Panama et le Costa Rica) aurait permis d'échanger un total de 821 782 MWh entre janvier et mars, contre 632 460 MWh pour la même période cette année. Les faibles précipitations auraient particulièrement affecté la production d'électricité au Honduras et au Guatemala, qui est actuellement en état d'urgence. Au Salvador, les réservoirs auraient été réduits à 4 % par rapport aux mois d'octobre et novembre de l'année dernière. En 2023, le Guatemala et le Salvador sont les pays qui auraient le plus vendu avec respectivement 356 800 et 253 010 MWh vendus.

Costa Rica

Selon le représentant de la Banque Interaméricaine de développement (BID) au Costa Rica, l'exécution des travaux entourant les routes du nord du pays et l'autoroute San Carlos devraient être la priorité des projets de travaux publics. La BID a octroyé un crédit de 335 M USD pour l'exécution des travaux de trois segments de l'autoroute et la section Sucre-La Abundancia de la route 700, sur un total de 40 km, avec une date de livraison de l'ouvrage prévue pour 2029. Le secteur public costaricain aurait reçu au total 1,3 Md USD de prêts de la BID destinés à l'investissement dans le pays. Près de 1 Md USD seraient destinés aux ouvrages en matière d'infrastructures via le Ministère des Travaux publics et des Transports, pendant que le reste des fonds auraient été attribués à l'Institut Costaricien de l'Electricité (ICE), à l'Institut Costaricien des aqueducs et des égouts et au Ministère de la Sécurité.

Guatemala

Walmart devrait investir plus de 700 M USD au Guatemala dans les 5 prochaines années. Le plan d'investissement comprendrait l'ouverture de nouveaux magasins dans tous les formats (Walmart, Paiz, Maxi Despensa, et Despensa Familiar) ainsi que la maintenance et la rénovation des infrastructures existantes. L'entreprise prévoirait d'employer près de 3500 nouveaux salariés, en plus des 9 800 associés et partenaires qui travaillent déjà pour l'enseigne.

Au T1 2024, la consommation d'électricité aurait augmenté de 9,5 % g.a. Cette hausse serait associée aux températures élevées qui ont touché le pays, incitant la population à utiliser davantage les ventilateurs et systèmes de climatisation. Le pays étant très dépendant des centrales hydroélectriques, le manque de pluie aggraverait le déséquilibre entre la production nationale et sa demande. Le ministère de l'Energie et des Mines analyserait ainsi la possibilité de prolonger l'état d'urgence énergétique décrété le mois dernier.

La Chine aurait interdit l'entrée des cargaisons de café et de macadamia en provenance du Guatemala, sans faire de déclarations officielles. L'association des exportateurs guatémaltèques (Agexport) expliquerait cette rétention en raison des relations diplomatiques que le pays entretient avec Taiwan. En 2023, la Chine aurait exporté vers le Guatemala pour une valeur de 5,6 Mds USD. Les exportations du Guatemala vers la Chine auraient totalisé l'an dernier 82 M USD. En Amérique centrale, seuls le Guatemala et le Belize n'entretiennent pas officiellement de relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine et reconnaissent encore le gouvernement de Taipei.

El Salvador

En l'espace de cinq ans du gouvernement Bukele, la dette publique aurait dépassé les 30 Mds USD, un record pour le pays. Selon la Banque Centrale, la dette aurait augmenté de 56,5 % passant de 19,3 Mds USD au début de son mandat à 30,2 Mds USD en mars 2024. Cette somme couvrirait 84,4 % du PIB du pays, qui s'élevait à 35,8 Mds USD en mars 2024.

Les exportations auraient enregistré une baisse de 5,7 % g.a. au T1 2024. Avec un total cumulé de 2,1 Mds USD, la Banque centrale expliquerait cette diminution en raison d'une baisse de la demande des Etats-Unis, principal client du secteur textile et de l'habillement. Pour autant, en avril 2024, des signes de reprises auraient été observés avec une augmentation cette fois-ci de 24,4 % g.a. et un total de 586 M USD, soit 115 M USD de plus qu'en avril 2023.

Honduras

Le Honduras serait le pays ayant la qualité de l'air la plus mauvaise d'Amérique centrale. Selon le gouvernement, le pays connaîtrait actuellement de fortes variations et pics de pollutions comme ce fut le cas lundi 27 avril 2024 avec un taux de particules toxiques dans l'air équivalent à plus de 25 fois la norme admise par l'OMS. En raison de la mauvaise qualité de l'air, des ministères auraient décidé de demander à leurs employés de travailler à domicile. Les aéroports accueillant des vols internationaux auraient également interrompu leurs activités pendant plusieurs jours, en raison du manque de visibilité. Ces niveaux dangereux auraient été atteints selon l'Agence Américaine de Protection de l'Environnement (EPA) en raison d'incendies agricoles dans de nombreuses régions et du retard dans le démarrage de la saison des pluies.

La Serbie aurait accordé une aide humanitaire de 500 000 USD au Honduras. Les fonds devraient être utilisés pour aider le ministère de la Santé à faire face à l'urgence causée par l'incendie qui a dévasté l'hôpital de Roatan le 19 avril dernier.

Une réunion se serait tenue avec la Corée du Sud afin d'identifier les possibilités de coopération dans le domaine de l'agriculture. Le sous-secrétariat à la coopération internationale et à la promotion s'intéresserait aux avancées technologiques agricoles de la République de Corée. Cette réunion avec l'administration coréenne du développement durable aurait permis de mettre en lumière les pratiques agricoles modernes et durables applicables à la réalité du pays, notamment face aux défis que représentent la sécheresse, les inondations et le réchauffement climatique.

Nicaragua

L'Assemblée Nationale aurait approuvé un accord de facilité de crédit d'environ 68 M USD avec la Chine. L'objectif serait de financer la construction d'une centrale de

production d'électricité photovoltaïque. D'une capacité de 67,3 MW et situé dans le département de Matagalpa, le projet *El Hato* aurait été attribué à l'entreprise chinoise *Communications Construction Company Limited* qui se chargera de la conception, des fournitures et de la construction de la centrale.

Un protocole d'accord aurait été signé avec le Qatar. Les ministres des affaires étrangères seraient convenus de l'établissement de consultations politiques sur des questions d'intérêt commun et sur l'exemption mutuelle de l'obligation de visa pour les détenteurs de passeports ordinaires.

Daniel Ortega menacerait de sanctionner plusieurs banques nationales. Les autorités enquêteraient sur certaines institutions financières qui auraient accordé des prêts à des personnes physiques ayant été expropriées auparavant par l'Etat. Cette déclaration ferait suite à celle du 17 mai, lorsque le bureau du procureur général (PGR), avait justifié l'expropriation de biens appartenant à des ONG, à des médias et à des particuliers, faisant valoir qu'ils auraient commis divers délits. Selon plusieurs économistes, cette stratégie de sanction pourrait s'apparenter à une forme de chantage obligeant une meilleure soumission des banques nationales au régime.

Panama

Les projets de construction de la ligne 3 du métro et d'un quatrième pont sur le Canal devraient avoir un coût total de plus de 5 Mds USD. Selon les dernières estimations, le budget nécessaire pour mener à bien les travaux de cette nouvelle ligne de métro dont la construction est menée par un consortium coréen dirigé par *HPH Joint-Venture* aurait grimpé de 350 M USD, pour atteindre un coût total de 3,2 Mds USD. Dans le même temps, la construction d'un quatrième pont sur le Canal, dont le budget originel atteignait 1,4 Md USD devrait désormais coûter 2,1 Mds USD. Le ministère de l'économie et des finances (MEF) serait chargé de payer les travaux au consortium du quatrième pont de Panama, formé par *China Communications Construction Company LTD* et *China Harbour Engineering Company LTD*, selon un calendrier qui s'étend de mars 2026 à mars 2032.

Selon la Superintendance des Banques du Panama (SBP), les taux d'intérêts pratiqués par les banques pour les particuliers et le nombre de défaillances bancaires de ces derniers auraient augmenté sur l'année 2023. L'utilisation du dollar américain dans le pays et une inflation pas encore totalement maîtrisée aux Etats-Unis, expliqueraient en partie cette augmentation de 6 % de taux d'intérêt sur l'année écoulée. Dans le même temps, le ralentissement de l'activité économique, le maintien d'un niveau de chômage conséquent et la paralysie liée au sujet de la mine de cuivre, auraient contribué à l'augmentation du nombre de personnes défaillantes vis-à-vis de leurs banques. Sur les premiers mois de l'année 2024, la défaillance des cartes de crédits aurait atteint 12 %.

Pour 2024, le Fonds de Promotion Internationale prévoirait l'arrivée de 2,9 M de visiteurs internationaux au Panama alors que les mois de janvier et février auraient déjà marqué une hausse de 11 % g.a. du nombre de visiteurs dans le pays. Selon le rapport « *Industry Results 2024* » de l'Autorité du tourisme de Panama (ATP), ce premier trimestre aurait été le plus bénéfique de l'histoire du tourisme panaméen. Entre janvier et mars, le secteur aurait généré 1,6 Md USD de bénéfices, dépassant le précédent record de 2016 où le pays avait atteint 1,3 Mds USD sur cette même période.

Caraïbes

Barbade

Le ministre des Affaires Etrangères et du commerce international a rencontré le président du Conseil chinois pour la promotion du commerce international dans le cadre du 47^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Ainsi, alors que la Barbade aurait récemment reçu 59 bus électriques chinois via le programme *Smart Fund II (Sustainable Energy Investment Programme)*, 50 nouveaux bus manufacturés en Chine auraient déjà été commandés. La Barbade cherche à se positionner progressivement comme un hub aérien, maritime et logistique dans le Sud des Caraïbes, alors que la Chine souhaite poursuivre sa « *Belt and Road Initiative* » en développant son influence dans la région sur des domaines tels que le transport maritime décarboné, les énergies renouvelables et la fabrication de produits pharmaceutiques.

Cuba

L'administration Biden aurait annoncé de nouvelles mesures visant à fournir un soutien financier et à développer les opportunités économiques du secteur privé cubain. Parmi ces mesures figurent (i) l'ouverture de comptes bancaires aux États-Unis pour les entreprises privées ; (ii) l'autorisation de transactions U-Turn pour les transferts de fonds (par le biais d'une banque intermédiaire) et (iii) la suppression des restrictions sur les services numériques. Ces initiatives s'inscriraient dans la nouvelle politique de « soutien du peuple cubain » appliquée depuis 2022 qui a également inclus la levée d'une série de restrictions visant Cuba, notamment sur les procédures d'immigration, les transferts de devises et les liaisons aériennes. Plus récemment, le Ministère de l'intérieur des États-Unis aurait décidé de sortir Cuba de la liste des pays « qui ne coopèrent pas avec la politique antiterroriste des Etats-Unis en 2023 ». L'île continue cependant de figurer sur la liste des États soutenant le terrorisme.

Grenade

Le Premier ministre et le ministre de la résilience climatique et de l'environnement ont rencontré le ministre des Affaires étrangères des Emirats-Arabs-Unis. Ce dernier se serait engagé à fournir une aide substantielle pour renforcer l'infrastructure du pays en matière d'énergies renouvelables et un soutien technique important pour le développement d'un nouvel hôpital universitaire sur l'archipel.

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain et l'Union européenne (UE) ont présenté le mercredi 29 mai la stratégie « Global Gateway » visant à promouvoir des investissements en République Dominicaine, dans des domaines prioritaires tels que le transport durable, la transition numérique, l'eau et l'assainissement. Environ 130 projets auraient été présentés en Amérique latine et dans les Caraïbes, pour lesquels la Commission européenne aurait annoncé la mobilisation de 45 Mds EUR sur les 4 prochaines années. L'événement aurait permis de présenter aux secteurs public et privé dominicains le fonctionnement et les opportunités du Global Gateway en République dominicaine. S'en serait suivi un échange avec des représentants du secteur privé de l'UE et des partenaires de développement dans le cadre de discussions sur le transport durable, la transition numérique, l'eau et l'assainissement.

Haïti

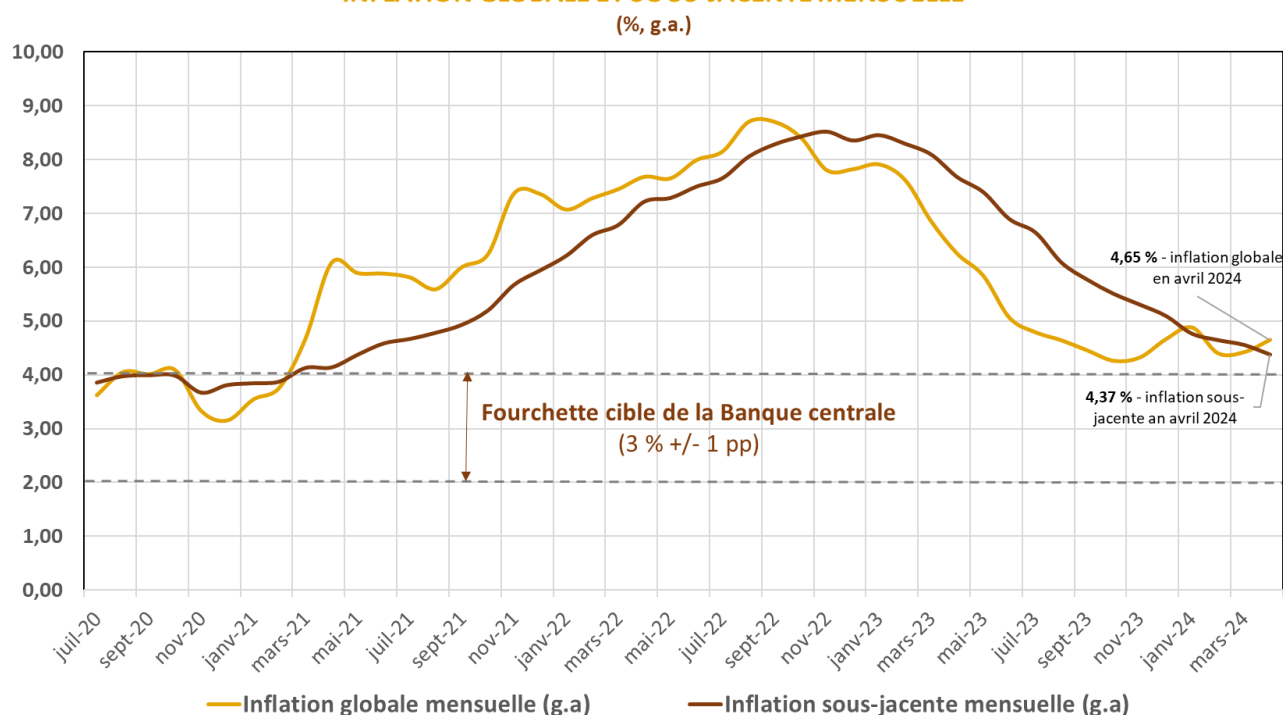
Le système bancaire haïtien ferait face à des problèmes de liquidité. L'économie haïtienne se caractériserait par une forte demande pour le dollar américain, souvent supérieure à l'offre disponible dans les banques commerciales. Ces dernières devant maintenir des réserves suffisantes en dollars pour répondre aux retraits et aux transactions internationales, elles réduiraient leur flexibilité en termes de liquidités en gourdes haïtiennes. Ces problèmes de retrait et de circulation de la monnaie mettent en lumière les faiblesses structurelles du système bancaire et de l'État haïtien. L'instabilité politique et économique, la gestion inadéquate des banques ainsi que la faiblesse institutionnelle (corruption) pourraient notamment être des facteurs explicatifs des problèmes de liquidité qu'affronte le pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

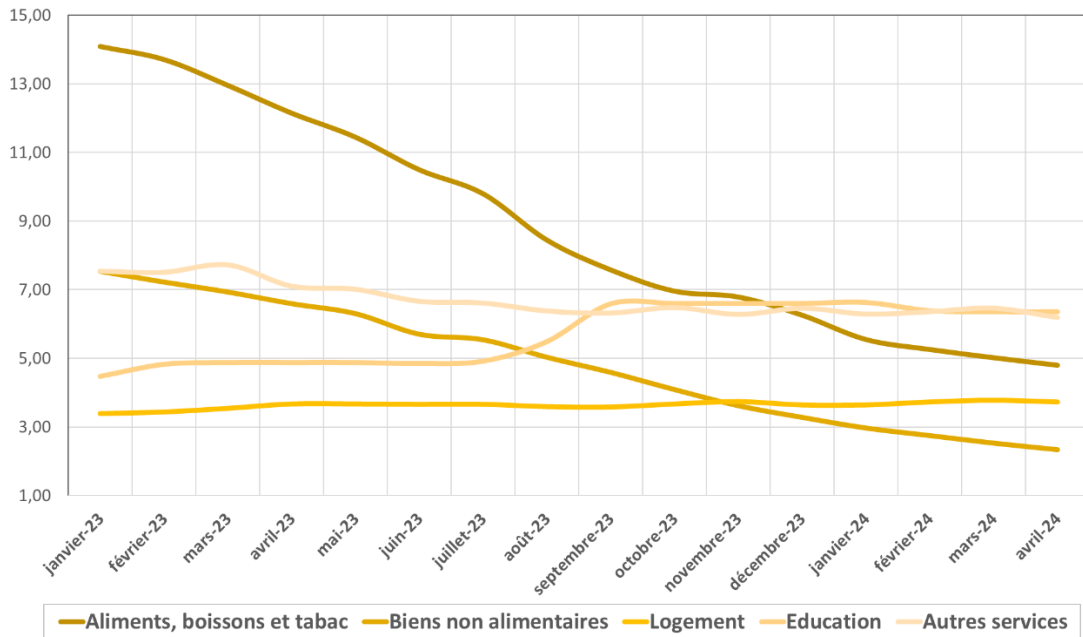
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



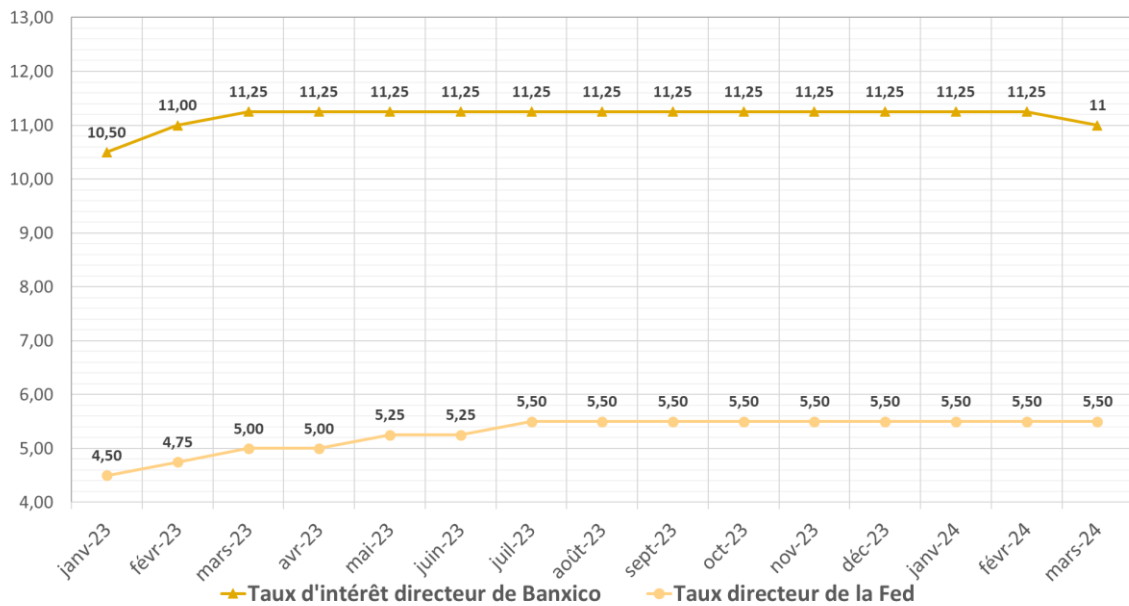
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

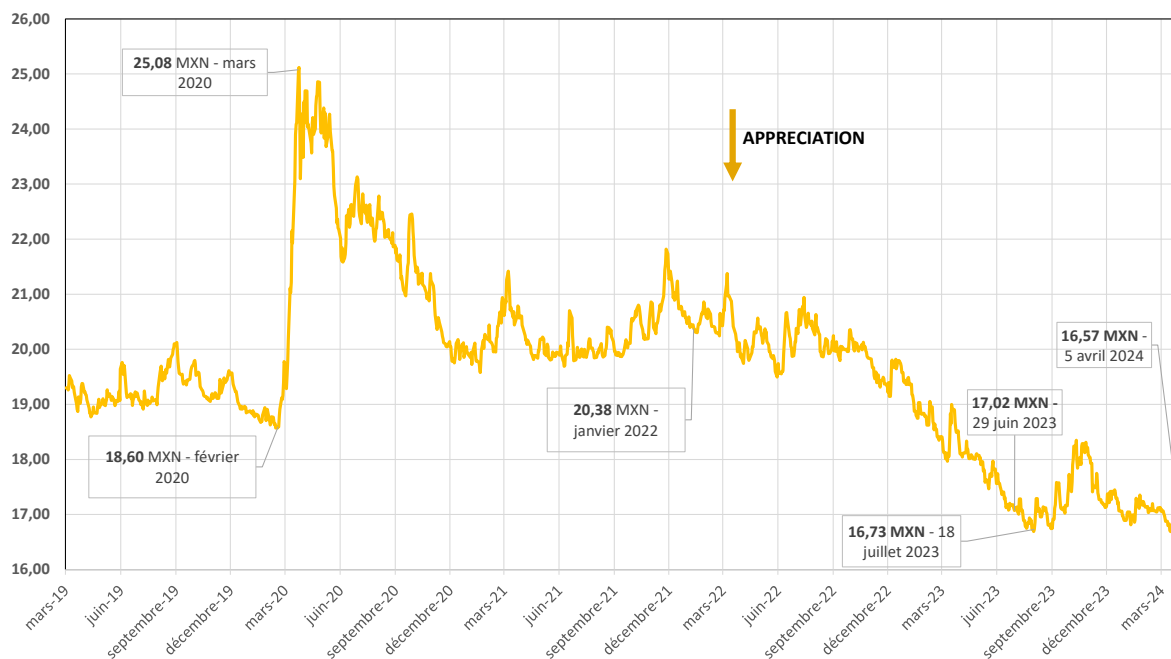


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

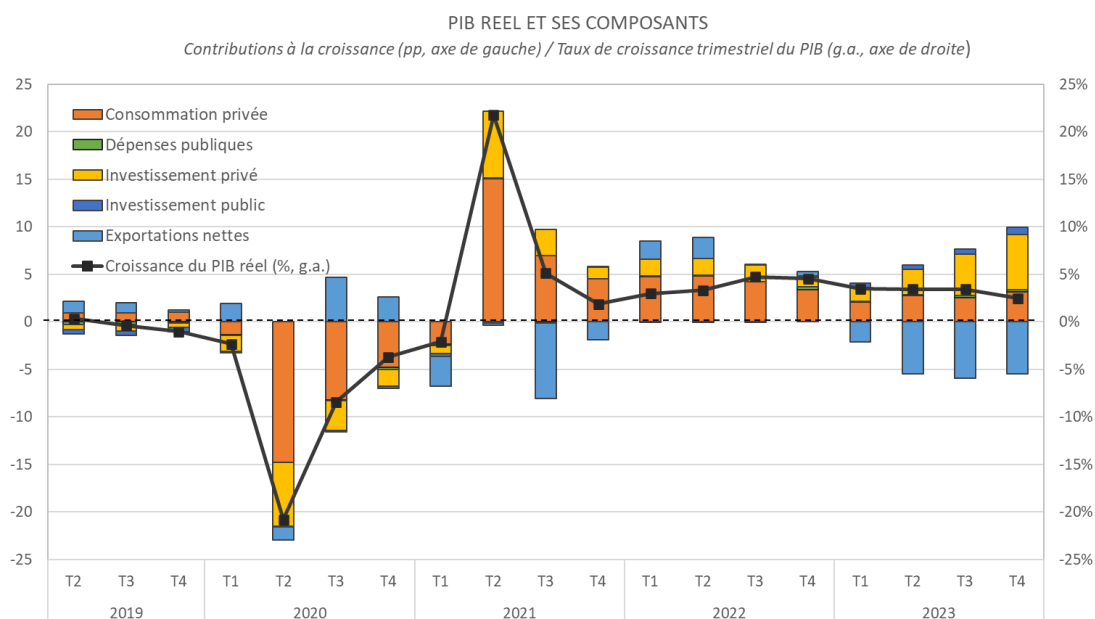
date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

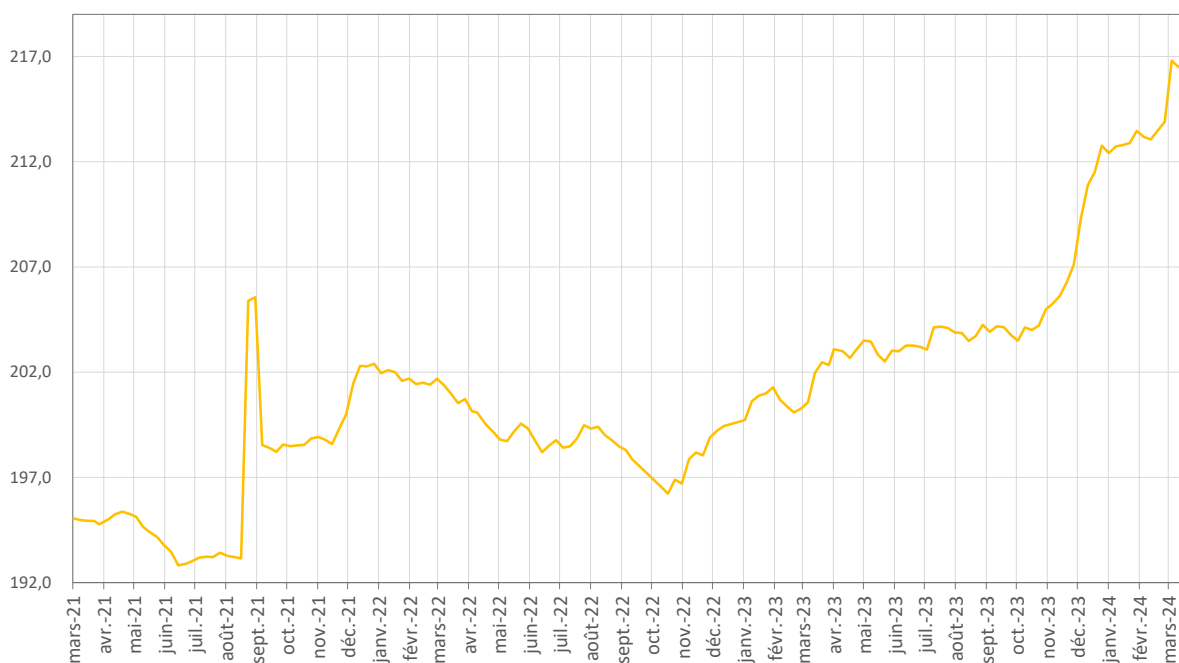


Source: Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr